



COMMEMORATION DU CENTENAIRE DE LA CREATION
DE L'AFRIQUE OCCIDENTALE FRANCAISE (A.O.F.)
DAKAR, 16 - 23 JUIN 1995

Évolution de la recherche agronomique en Afrique occidentale francophone au cours des cinquante dernières années

Christian SURRE

Ancien Directeur du Développement de l'Institut de Recherches
pour les Huiles et les Oléagineux (IRHO)



Atelier

Les institutions



Colloque "L'AOF : esquisse d'une intégration africaine"
Dakar, 16-23 juin 1995

Evolution de la recherche agronomique en Afrique occidentale francophone au cours de cinquante dernières années

Christian Surre

Ex directeur du développement de l'Institut de Recherche pour les Huiles et Oléagineux

Les territoires français d'Afrique occidentale disposaient à la fin des années 30 de quelques stations expérimentales, comme celle de Bambey au Sénégal, qui avait vocation pour les écologies soudano-sahéliennes, et celles de la Mé en Côte d'Ivoire et de Pobé au Dahomey, pour les cultures de zones forestières et en particulier pour le palmier à huile.

La gestion de ces stations était assurée par les services de l'Agriculture trop souvent isolés du contexte scientifique international et dont le personnel faisait l'objet de mutations fréquentes, ce qui nuisait à la continuité des recherches.

Il n'y avait alors aucun organisme comparable à ceux qui existaient aux Indes Néerlandaises (Buitenzorg), en Malaisie ou au Congo belge avec l'INEAC, ce qui explique le retard pris à cette époque par la recherche agronomique tropicale française.

Les contingentements et les restrictions imposées par la défaite de 1940 imposèrent aux autorités françaises de chercher à développer les productions agricoles et en particulier les corps gras très déficitaires en Afrique ; pour cela le Ministère de la France d'Outre-mer fit alors appel à une personnalité particulièrement qualifiée, Monsieur R.M.E. Michaux, Président de la Confédération des producteurs agricoles d'Outre-mer, qui avait acquis en Extrême Orient une grande expérience des cultures tropicales et avait pu observer sur place l'éclatant succès des instituts de recherche d'Extrême Orient : c'est d'ailleurs lui même qui avait suscité en 1936 la création de l'Institut Français du Caoutchouc.

Il lui paraissait indispensable de suivre ces exemples dans les territoires africains et il proposa en 1941 la création d'Instituts spécialisés par filière de production, associant l'administration, les producteurs, les industriels et les utilisateurs.

C'est ainsi que fut créé en 1942 l'Institut de recherche pour les huiles et oléagineux (IRHO) qui fut rapidement suivi de celle de l'Institut français de recherche fruitière outre mer (IFAC) et en 1946 de l'Institut de recherche du coton et textiles exotiques (IRCT) ainsi qu'une section africaine de l'IFC : Institut de recherche sur le caoutchouc en Afrique (IRCA).



* B R 0 4 7 6 0 *

Afin de leur assurer la continuité et la souplesse de fonctionnement requises pour ces recherches, ces Instituts prirent la forme d'association sans but lucratif selon la loi de juillet 1901. Le Président Michaux leur assignait un but essentiellement pratique, au service du développement de la production, mais avec le plus grand souci de fonder leur recherche sur des méthodes scientifiques.

La gestion financière de ces instituts était autonome ; leur financement était assuré par des subventions des pouvoirs publics et d'organismes professionnels, complétées par des ressources propres provenant de la vente du matériel végétal et des produits de leurs plantations expérimentales, ainsi que des prestations qu'ils réalisaient pour des tiers.

Ainsi était ébauché un nouvel élan de la recherche agronomique tropicale, s'ajoutant aux centres de recherche, tel que celui de Bambey, et pour la région guinéenne ou tropicale humide ceux de Bouaké et de Bingerville en Côte d'Ivoire, de Kankan et Séredou en Guinée.

Par la suite furent créés le Centre Technique Forestier Tropical (CTFT) en 1947, sous forme de société d'Etat et en 1948 l'Institut d'Elevage et de Médecine Vétérinaire Tropicale (IEMVT), et en 1953 le Centre du Machinisme Agricole Outre-mer (CMAOM).

Ces Instituts se virent confier la gestion des stations existantes auxquelles s'ajoutèrent rapidement de nouveaux centres de recherche et points d'essai, afin de couvrir les différentes zones écologiques. Il y avait alors 5 centres pour l'IRCT, 3 pour l'IFAC, et 10 pour l'IRHO, dont 4 au Sénégal.

Le dispositif de l'IRHO s'est complété en 1946 de deux palmeraies qui lui avait été données par l'Union Tropicale des Plantations et qui couvrait plus de 2500 hectares, dont les deux tiers plantés en matériel sélectionné. Cette donation fut d'un grand intérêt pour l'Institut qui disposait ainsi d'un vaste champ d'étude et de démonstration des techniques et sélections préconisées. Une deuxième unité était constituée essentiellement de palmeraies naturelles, ce qui a permis d'expérimenter les techniques de mise en valeur de cette palmeraie qui couvrait alors de grandes superficies en Afrique tropicale, et dont l'exploitation faisait vivre de nombreux paysans. Cette action en faveur de la palmeraie naturelle fut complétée en 1948, à l'initiative du Président de l'IRHO, par la construction de 4 huileries de grande capacité pour traiter les régimes de ces palmeraies, avec également pour objectif de revaloriser le palmier à huile dans l'esprit des paysans, en vue de les préparer aux futures plantations sélectionnées dont l'urgence s'imposait pour répondre aux besoins de la consommation locale.

Tous les Instituts ont développé des programmes de recherche assez comparables, abordant la sélection associée à l'introduction de matériel végétal diversifié indispensable pour les travaux de génétique, les aspects agronomiques et les techniques culturales, la fumure, les problèmes sanitaires, et dans certains cas, la technologie, avec une intensité variable selon les cultures et l'importance des problèmes posés. Il n'est pas possible dans le cadre de cet exposé d'entrer dans le détail, mais puisque c'est en tant qu'ancien collaborateur de l'Institut des Huiles que ma participation à ce colloque a été sollicitée, je prendrai quelques exemples sur les travaux de l'IRHO.

Priorité a été donnée aux échanges de matériel végétal pour améliorer le matériel local. Une "Expérience Internationale" associait les centres de recherche palmier à huile de Côte d'Ivoire, du Dahomey, des Congo français et belge, et de la Malaisie. Les hybrides ainsi réalisés s'étaient avérés rapidement plus productifs et plus précoces. Un même schéma fut adopté pour le cocotier et là aussi les hybrides entre les plants nains importés et les grands locaux s'avérèrent très productifs et précoces. Ces travaux de sélection couvrirent rapidement plusieurs centaines d'hectares.

Pour l'arachide, l'objectif était de trouver des variétés adaptées aux différentes zones climatiques, variétés hâtives ou tardives ou résistantes à la fusariose, ou convenant pour la commercialisation en "arachide de bouche" plus valorisante (revenu à l'hectare majoré de 50 %). Ces travaux de sélection étaient réalisés en liaison avec le centre de Bambey et la station de Niangoloko en Haute Volta.

Dès les premiers résultats obtenus l'Institut s'est efforcé de produire des semences sélectionnées, en quantité suffisante pour répondre à la demande des cultivateurs ou des programmes de plantations. Ces semences étaient issues de fécondation artificielle pour le palmier à huile et pour les hybrides de cocotier, produites dans des jardins grainiers, ou par le Service Semencier au Sénégal. Ce service groupait plus de 100 000 cultivateurs et qui a permis de produire chaque année les 120 000 tonnes de semences nécessaires pour maintenir le potentiel de production du Sénégal (1 000 000 de tonnes).

Ce Service Semencier qui fut considéré comme un modèle par plusieurs pays constituait en fait une filière parfaitement intégrée avec fourniture d'intrants, encadrement des producteurs, contrôle des achats, stockage et redistribution l'année suivante.

Cette production de semences s'est avérée pour l'Institut un moyen privilégié pour être associé aux programmes de développement. Ainsi, a-t-il été possible de proposer en 1963 une méthode intégrée pour la culture améliorée de l'arachide au Sénégal, programme qui définissait pour chaque zone les variétés et techniques à utiliser et les fumures à apporter. L'expérimentation multi-locale réalisée en station et chez les cultivateurs, ainsi que les champs de comportement et l'encadrement des producteurs de semences, ont permis à la recherche de rester en contact étroit avec les cultivateurs, gage d'efficacité pour l'élaboration des programmes de recherche et la confirmation du bien fondé des recommandations faites.

En matière de fertilisation, l'adaptation par l'Institut de la technique du diagnostic foliaire et la mise en place d'expériences multi-locales, ont permis en quelques années de définir avec une assez grande précision les niveaux de nutrition optima des différents oléagineux et les fumures les plus rentables à préconiser.

Après 10 ans d'activité, les centres de recherche palmier, cocotier et arachide se situaient au niveau des meilleurs du monde.

1960-1970 : l'accession à l'indépendance des territoires de l'Union Française, loin de perturber le développement des recherches agronomiques, leur a donné au contraire une impulsion décisive, les nouveaux Etats étant conscients de la place de l'agriculture dans l'économie de leur pays, et du rôle de la recherche pour accroître la production.



Dans le cadre des accords de coopération signés entre la France et les nouveaux Etats Africains, les Instituts spécialisés se sont vus confirmer la gestion de la totalité des anciens centres de recherche agronomique. Ces centres ont accueilli des chercheurs européens (anglais, belge, hollandais) ayant appartenu aux Instituts étrangers dont la structure s'était détériorée et de plus en plus de chercheurs nationaux, au fur et à mesure de leur formation.

Deux nouveaux Instituts étaient créés sur le mode associatif : l'Institut de Recherche en Agronomie Tropicale (IRAT) pour les cultures vivrières, qui reprenait le centre Bambey et l'Institut Français du Café et du Cacao (IFCC) ; enfin le CMAOM donnait naissance en 1966 au Centre d'Etude et d'Expérimentation du Machinisme Agricole Tropical (CEEMAT).

Les Etats francophones qui avaient récemment acquis leur indépendance avaient ainsi à leur disposition un système original et couvrant tous les besoins en matière de recherche appliquée, dans les domaines de l'agriculture, de l'élevage, et des forêts.

Quel a été l'impact de ces recherches sur les productions :

Pour le palmier à huile, en Côte d'Ivoire, malgré des conditions climatiques moyennement favorables, la sélection a permis d'obtenir des productions de 3 tonnes d'huile par hectare, ce qui a incité les autorités à lancer un vaste programme de plantation dont une partie en milieu villageois. La production en 1993 s'est élevée à 300 000 tonnes d'huile.

Au Bénin, 27 000 hectares ont été plantés dans des conditions climatiques limites, mais pour répondre à la tradition éléicole du pays et pour maintenir un minimum de couvert arbustif.

Ces programmes ont bénéficié de l'amélioration des techniques culturales, des méthodes de fertilisation et de défense des cultures mises au point par l'Institut, non seulement en Afrique, mais sur l'ensemble des programmes de recherche et de développement auquel il était associé dans tout le monde tropical.

Pour le cocotier, les hybrides nain X grand ont permis d'obtenir des productions variant de 3 à 6 tonnes de coprah par hectare contre 1,5 tonne avec les variétés locales, et une précocité accrue. 45 000 hectares ont été ainsi plantés en Afrique de l'Ouest. A signaler également la mise en évidence de 2 variétés résistantes aux maladies létales sévissant sur la côte.

Pour l'arachide, comme on l'a vu précédemment, le programme de culture améliorée au Sénégal a permis de produire plus de 1 000 000 de tonnes les meilleures années, et une production moyenne de 850 kg, avec des pointes de rendements de 1 715 kg avec engrais contre 1 250 kg sans engrais, ceci avec une filière semencière parfaitement maîtrisée de 1970 à 1985. A citer encore la mise au point d'un semoir, utilisé sur 90 % des surfaces et le lancement d'une production d'arachide de bouche (40 000 tonnes), enfin la sélection de variétés résistantes à la rouille au Burkina Faso.

Dès les premières années, l'Institut s'est préoccupé de confirmer la valeur des techniques préconisées et de les vulgariser auprès des paysans pour qu'ils puissent rapidement bénéficier des résultats de la recherche ; on a pu ainsi constater l'intérêt des essais de vulgarisation.

Pour le coton, les superficies en Afrique de l'Ouest ont été multipliées par 4 en 30 ans tandis que les productions l'étaient par 28, passant de 29 000 à 830 000 tonnes ; les rendements par hectare ont été multipliés par 7 et le rendement en fibre passait de 33 à 42 %. A signaler également la création d'une variété sans gossypol, associée à une bonne qualité de fibre, donnant à la graine une valeur supplémentaire en tant qu'oléagineux et protéagineux, la rendant ainsi d'un usage plus large en alimentation animale et d'un grand intérêt pour la nutrition humaine. Cette variété couvre plus de 300 000 hectares mais malheureusement ce caractère est encore peu exploité par les sociétés cotonnières. Ces résultats ont été obtenus dans une structure très organisée (filère parfois totalement intégrée). Ainsi le coton joue-t-il un rôle moteur dans le développement rural : facilité d'accès aux crédits, intrants, équipements, cultures attelées etc.

Pour l'hévéa, plus de 70 000 hectares ont été plantés en Côte d'Ivoire dont une partie en milieu villageois avec des rendements moyens considérés comme les meilleurs du monde.

Pour le riz, la production est passée de 600 000 à 1 800 000 tonnes en Afrique de l'Ouest avec des rendements pratiquement doublés, pouvant atteindre 3 tonnes en riziculture pluviale, avec des intrants faibles, 5 tonnes en riziculture inondée et 8 tonnes en irriguée avec un niveau d'intrants élevé. Malgré cette forte potentialité, l'auto-suffisance a été ramenée de 90 à 50 % par suite de la forte concurrence du riz importé, moins cher.

Pour le maïs, diffusion de variétés résistantes à la rouille, maladie qui a fait de gros dégâts dans le passé, et à la virose à stries ; cette culture a tendance à se substituer au sorgho pour lequel la sélection doit s'efforcer de trouver une qualité de graine convenant aux habitudes alimentaires locales.

Pour le café, sélection de clones d'élite, tolérants à la rouille orangée, ayant une bonne précocité, une production doublée à l'hectare et une bonne qualité, mais la diffusion de ces clones ne représente cependant que 20 % des vergers productifs ; néanmoins en 30 ans la production de Côte d'Ivoire a quadruplé. C'est au Togo que les résultats ont été les plus marquants avec 40 000 hectares replantés en matériel sélectionné.

Pour le cacao, production d'hybrides plus précoces et plus productifs (3 tonnes par hectare de cacao marchand), mise au point d'une méthode de lutte chimique contre les mirides peu coûteuse et d'emploi aisé et d'une technique de contrôle chimique de la pourriture brune des cabosses ; en 30 ans la production de Côte d'Ivoire a été multipliée par 8. Mais il faut rappeler que la caféiculture et la cacaoculture se sont surtout développées sur un mode extensif dans un contexte de "course à la terre", mais à l'avenir avec l'accroissement de la population et le manque de terres nouvelles, il faudra en venir aux cultures plus intensives en s'appuyant sur les résultats de la recherche.

Pour les agrumes, priorité a été donnée à la lutte contre les maladies transmissibles et à la sélection de variétés résistantes ou tolérantes ; un programme de développement fruitier a été lancé au Burkina Faso ; de nouvelles variétés de mangue colorée ont été vulgarisées en Côte d'Ivoire, au Mali et au Burkina Faso.

Pour l'ananas, des progrès considérables ont été réalisés sur la maîtrise des cycles de la production par la floraison artificielle et la fertilisation. Les rendements sont passés de 30 à 60 tonnes par hectare pour la commercialisation en frais et de 40 à 100 tonnes pour la conserverie. Ceci provoqua un boom de l'ananas en Côte d'Ivoire, devenue en 1981 le premier exportateur d'ananas en frais avec 130 000 tonnes auquel s'ajoutaient 200 000 tonnes pour la conserverie. A signaler également un bon contrôle de Phytophthora qui a permis d'élargir la zone de culture, la mise au point de l'emballage vertical pour l'exportation en frais, et des techniques de conservation des jus, associées à la valorisation des sous-produits de conserve. Enfin, l'organisation de coopératives de petits planteurs.

Pour la banane, l'introduction et la multiplication de nouvelles variétés et l'amélioration de la lutte contre la cercosporiose ont permis d'accroître les productions tout en recherchant une qualité de fruits répondant aux normes commerciales pour lutter contre la concurrence internationale. Les rendements ont plus que doublé pour atteindre 40 tonnes/hectare dans les meilleures conditions avec une moyenne générale de 20 tonnes. La production en AOF qui était de 213 tonnes en 1960 a atteint 393 000 tonnes en 1991.

Pour le palmier dattier, la lutte biologique contre la cochenille au moyen d'une coccinelle importée d'Iran a permis la sauvegarde de la plupart des oasis de Mauritanie.

Pour l'élevage, les thèmes d'action ont porté sur la lutte contre les épizooties par la fabrication et la diffusion de vaccins, l'amélioration des pâturages et des cultures fourragères, avec un effort important pour développer la traction animale, facteur important pour la production de fumier dont les besoins sont considérables, compte tenu de la diminution de l'emploi des engrais devenus plus coûteux après la dévaluation. Une attention particulière aux élevages périurbains en stimulant de nouvelles filières pour les espèces à cycle court (porc, volaille), pour la production laitière et la pisciculture avec mise en évidence des qualités remarquables du tilapia et mise au point d'une méthode de pisciculture intensive en étang, en association éventuelle avec d'autres élevages (porc).

Pour les forêts, très large inventaire forestier en Afrique Occidentale permettant de chiffrer le volume de bois commercialisable, très nombreux essais sylvicoles avec introduction d'espèces exotiques performantes (eucalyptus, pin, dalbergia, acacia). Programme d'étude sur la conservation de l'eau et du sol. Rassemblement d'une collection scientifique pour l'étude des bois. Publication d'un atlas des bois de Côte d'Ivoire.

Cette énumération ne donne qu'un aperçu succinct des thèmes de recherche abordés et des résultats obtenus afin de faciliter et de valoriser le travail des agriculteurs et des éleveurs.

1970-1985 : création en Afrique des organismes nationaux de recherche agronomique et de celle du GERDAT puis du CIRAD en France

La formation d'un nombre croissant de chercheurs nationaux ainsi que le développement de la recherche agronomique ont tout naturellement débouché sur la création d'organismes nationaux de recherche dans la plupart des pays francophones d'Afrique noire. Leur mise en place a été parfois délicate parce qu'elle a dû se dérouler rapidement dans un cadre strictement administratif, en faisant abstraction du caractère "entreprise" de la recherche et dans une

conjoncture économique et financière difficile.

Face à cette évolution, les pouvoirs publics français ont entrepris la restructuration des Instituts, en créant en 1970 un groupement d'intérêt économique, dénommé "Groupement d'Etude et de Recherche pour le Développement de l'Agronomie Tropicale (GERDAT), chargé de définir les grandes orientations scientifiques, de répartir les crédits budgétaires et de coordonner les relations des Instituts avec les pouvoirs publics français et étrangers.

En même temps, il a été décidé de regrouper à Montpellier les services scientifiques des Instituts et d'y attirer toutes les équipes françaises orientées vers l'agronomie méditerranéenne et tropicale, aboutissant à la création de l'important complexe d'Agropolis. Mais le développement de la coopération inter-instituts dans tous les domaines et la cohésion nécessaire pour, à la fois renouveler les modes de coopération et engager un dialogue dynamique avec des partenaires comme la Banque Mondiale ou les Banques Régionales de Développement, ont conduit les pouvoirs publics à souhaiter à la fin de cette décennie une nouvelle évolution du dispositif de la recherche agronomique tropicale française.

En effet, en 1982 a été prise la décision de créer, à partir des 8 instituts et du GERDAT, un établissement public à caractère industriel et commercial, au sein duquel les anciens instituts devenaient des départements. Cette réforme est devenue effective le 1er janvier 1985, avec le démarrage du Centre de Coopération Internationale en Recherche Agronomique pour le Développement (CIRAD).

Elle a également permis de conforter des initiatives prises auparavant pour, d'une part, étudier le développement paysan et de la technologie intermédiaire (Groupe de Recherche et d'Etude des Technologies (GRET) et d'autre part, renouveler les méthodes de formation des cadres nationaux (Institut de Formation pour l'Agronomie des Régions Chaudes : IFARC).

1987 à nos jours : une nouvelle étape : la CORAF

Le besoin s'est fait sentir d'aider les organismes nationaux de recherche à mettre en place, en Afrique, une coopération régionale fondée sur des équipes nationales, de niveau international (les bases-centres) et d'organiser avec eux de nouvelles relations fondées sur le partenariat au sein de réseaux associatifs internationaux de recherche agronomique. La création en 1987 d'une Conférence des Responsables de la Recherche Agronomique Africains (CORAF) est incontestablement le fait marquant, avec le renforcement en cours des liens de coopération, d'une part avec les pays européens, et d'autre part avec les organismes animés par la Banque Mondiale, et notamment les centres internationaux tels que l'IRRI, l'ADRAO, l'IITA etc.

La CORAF regroupe les institutions scientifiques de 22 pays. Elle est associée à des organismes de recherche européens. Les priorités communes sont à l'origine de réseaux qui sont des groupements de chercheurs oeuvrant ensemble dans un même domaine : 7 réseaux sont opérationnels, pour le riz, le maïs, le manioc, l'arachide, le coton, la résistance à la sécheresse et les cultures maraîchères. D'autres sont en cours de création. Le Centre d'Etude Régionale pour l'Amélioration de l'adaptation à la Sécheresse (CERAAS) créé en 1989 a été ainsi le premier "centre d'excellence" de la CORAF. Il faut signaler également le réseau RECA pour le café.



Parmi ces orientations récentes de la recherche, on peut citer un nouveau réseau de recherche de la CORAF sur le comportement des cultures pérennes vis à vis de la sécheresse dans la zone tropicale humide s'intéressant d'abord au palmier à huile et au cocotier, avant d'aborder d'autres cultures pérennes et même forestières.

Il est heureux de constater que cette coopération internationale se développe sur des bases solides, coopération d'autant plus nécessaire que les connaissances nouvelles appellent des recherches plus approfondies, donc des moyens financiers plus importants. Mais si les regroupements régionaux sont indispensables pour mieux répondre à la demande des producteurs, leurs résultats dépendront de la solidité des équipes nationales de recherche.

Un autre thème déjà en cours sur le palmier et le cocotier et le cacaoyer concerne la "modélisation du fonctionnement des plantes" qui devrait permettre une prédiction plus fine des résultats attendus. Il faut noter aussi la recherche sur *Phytophthora megakarya* qui fait l'objet d'une coopération régionale entre Cameroun, le Togo, le Ghana et la Côte d'Ivoire ; un contrôle chimique existe mais il est onéreux. Cette pourriture brune des cabosses qui progresse du Nigéria vers l'ouest doit être prise très au sérieux par la Côte d'Ivoire.

Une autre question très importante est la mise au point d'une filière très structurée pour assurer la production, la transformation, le transport et la commercialisation de produits laitiers des élevages périurbains ; les besoins sont considérables, pour limiter les importations très coûteuses en devises.

L'agriculture doit sans cesse évoluer pour répondre aux besoins des populations dont l'accroissement est considérable en Afrique et pour tenir compte de l'évolution des climats, des conditions économiques, des maladies ; c'est à la recherche d'en préciser les moyens.

Conclusion

Ce bref exposé a montré combien le projet mis sur pied en 1941 par le Président Michaux pour insuffler à la recherche agronomique en Afrique un élan nouveau s'est avéré d'une grande efficacité ; la structure associative conférée aux instituts leur a assuré la souplesse nécessaire pour que chacun adapte ses méthodes de travail aux cultures dont il avait la charge.

Cette structure leur a également permis de s'adapter à l'évolution du monde et aux importantes mutations politiques intervenues au cours de cette deuxième moitié du 20ème siècle, en assurant la nécessaire continuité des recherches dans un contexte totalement différent et permettant aux instituts nationaux plus récemment créés de se situer d'emblée à un niveau international, de susciter ou de s'intégrer dans des réseaux qui assurent la nécessaire coopération.

Les quelques résultats cités ont montré l'impact que les résultats des recherches ont eu sur l'évolution des productions des nouveaux Etats et sur les revenus des producteurs. Ils ont également mis en évidence l'importance de l'association "recherche - développement", comme l'a toujours préconisé l'IRHO, pour que les chercheurs soient en contact permanent avec les producteurs, avec leurs problèmes et conscients des possibilités d'intervention. Cette association offre également à la recherche des possibilités d'investigation beaucoup plus larges

dans des zones écologiques et humaines très diverses en répartissant les frais d'étude entre les différents intervenants ; ainsi le réseau expérimental de l'IRHO couvrait-il toute la zone tropicale depuis l'Amérique centrale jusqu'à l'Indonésie et les Philippines en passant par l'Afrique, et grâce à la vente des semences et des produits de ces stations et plantations expérimentales, et à la rémunération de ces interventions dans le développement, l'IRHO a-t-il pu autofinancer ses recherches à 80 % pendant la décennie 70.

L'évolution des techniques et surtout de l'informatique ne doit pas faire oublier l'importance des travaux sur le terrain et la rigueur qui doit présider à l'élaboration et à la réalisation des observations, des expériences, des études, et de leur exploitation, avec des contrôles très rigoureux à tous les stades, ce qui impose aux chercheurs de faire preuve d'une très grande conscience professionnelle. De même, la conjoncture économique difficile qui induit souvent des restrictions de crédits, d'où un manque de moyens, impose de savoir limiter les recherches à ce qu'il est possible de réaliser dans les conditions de rigueur requises.

Mais si la recherche est nécessaire, elle n'est pas suffisante pour que les modes de culture préconisés soient pleinement valorisés. Il est nécessaire que toutes les étapes de la filière de production soient efficaces, et on peut à cet égard tenter de faire un bilan.

C'est certainement le coton qui constitue l'exemple le plus spectaculaire de ce qui peut être obtenu, dans un cadre très organisé, avec une filière presque totalement intégrée depuis la production de semences jusqu'à l'usinage et comprenant un encadrement efficace, des crédits pour l'achat des intrants, une commercialisation organisée, le transport et l'usinage. Mais la remise en cause actuelle, par les bailleurs de fonds, des filières telles qu'elles sont organisées actuellement, ne peut que créer une certaine inquiétude tant que les organisations paysannes n'auront pas pris un pouvoir suffisant, sinon on en reviendrait à une économie de traite.

L'arachide pendant les décennies 1960-1970 en est un autre exemple avec un encadrement très motivé et une filière complète depuis le service semencier jusqu'à la commercialisation ; le programme d'arachide de bouche en est un autre exemple.

Filières également organisées pour les cultures pérennes comme le palmier à huile, le cocotier, l'hévéa, la banane ou l'ananas avec également une forte coordination entre la recherche, les producteurs, les opérateurs de développement et les usiniers ou utilisateurs.

Pour les cultures pérennes, les plantations villageoises n'ont pas toujours répondu aux espérances, probablement parce que les programmes annuels imposés par les organismes de financement ne laissaient pas une latitude suffisante pour ne retenir parmi les candidats planteurs que ceux qui étaient les plus motivés ; il y a néanmoins de belles plantations villageoises qui serviront d'exemple au fur à mesure que l'intensification des cultures deviendra une urgente priorité.

Pour les cultures vivrières les résultats ont été plus irréguliers parce que les filières étaient souvent inexistantes : pas de possibilité de crédits, encadrement insuffisant, prix peu rémunérateurs, commercialisation souvent très déficiente, limitant les débouchés.

La caféiculture et la cacaoculture se situent à un stade intermédiaire ; si les productions ont fortement augmenté, cela était dû à la "course à la terre" comme on l'a vu précédemment, donc sur un mode extensif, avec un investissement monétaire minimal, parce que les cours étaient très irréguliers et souvent peu rémunérateurs, des institutions financières aujourd'hui en crise et une organisation des producteurs encore trop récente pour prendre le relais de sociétés d'Etat progressivement démantelées.

On voit ainsi l'importance accordée à la mise en place de filières bien organisées assurant aux cultivateurs les moyens de se procurer les intrants et équipements nécessaires, leur assurant des prix rémunérateurs et des débouchés grâce à une commercialisation efficace, sans oublier l'impact d'un encadrement agricole consciencieux et dynamique ; les problèmes alimentaires qui apparaissent périodiquement en Afrique imposent d'y apporter une très grande attention.

Pour conclure nous reprendrons une phrase du Président Michaux "c'est une tâche exaltante que de produire, d'améliorer ce qui existe, de créer là où il n'y avait rien et de savoir qu'en assurant de meilleures conditions d'existence aux populations rurales, on travaille en même temps à l'expansion économique du pays tout entier et au maintien de la paix entre les hommes"

